

Deuxième époque, suite.

La période ouverte en 1914 et en 1917 n'est pas finie pour autant. La vague révolutionnaire ouverte alors va continuer. Elle sera battue essentiellement du fait du stalinisme, du rôle dirigeant de l'URSS sur le mouvement ouvrier de plusieurs pays, qui le conduit, avec de plus en plus de conscience de son rôle, à la défaite. Mais le rythme rapide des événements, que nous avons eu dans la période 1914-1917-1923, se poursuit, et l'élargissement géographique de la vague révolutionnaire introduit des nouveautés, qui doivent être connues et comprises. Il serait erroné de penser que les carottes étaient cuites à partir de l'échec de l'Octobre allemand. Remettre en marche la roue de l'histoire dans le sens de 1917 a été notamment le combat de Trotsky et de ses partisans dans ces années. C'était bien ce combat qu'il fallait mener alors ; sa nature explique en partie les limitations programmatiques du trotskysme que j'ai commencé à aborder dans la conclusion de la partie précédente de ce texte : le trotskysme a d'abord été un effort minoritaire et désespéré, justement marqué d'une grande inquiétude, mais nullement absurde, pour rattraper l'histoire.

Il nous faut donc parcourir les grandes étapes de cette descente aux enfers. On pourrait prendre les moments charnières suivant : Angleterre 1926, Chine 1927, URSS 1929, Allemagne 1933, Espagne 1937, États-Unis 1938, France 1940, Inde 1942, Grèce 1943, Viêt-Nam 1945.

L'élargissement du champ de bataille : de l'Europe au monde.

En même temps que le passage de la première à la seconde guerre mondiale signifie que la guerre impérialiste n'est plus intra-européenne, mais inter-continentale et que l'Europe devient pour elle un objet, un enjeu, comme l'avaient été, par rapport à l'ensemble de l'Europe, l'Alsace-Lorraine et la Rhénanie en 14-18, ces localisations nous montrent qu'il y a un élargissement mondial de la révolution.

Dans la période 1917-1923, les pays où l'on peut dire que la question du pouvoir, ouvrier ou bourgeois, a vraiment été posée, Russie, Allemagne, Italie, Hongrie, Bulgarie, Finlande, Pologne, sont très localisés dans la partie médiane et orientale de l'Europe. Cette localisation là était conforme à la stratégie révolutionnaire telle que nous l'avons définie avant 1914 : germano-centrée et liée au devenir de pays dans lesquels la forme de l'État n'était pas "purement" bourgeoise, mais mêlait des éléments dynastiques, féodaux et impériaux.

Nous avons remarqué que la stratégie construite sur ces contradictions là écartait *de facto*, comme pays clefs de la révolution, des pays pourtant fondamentaux où la pratique de la lutte des classes, pour la Grande-Bretagne, et les méthodes des révolutions politiques, pour la France, étaient nées. Ces pays étant, bon an mal an, parmi les vainqueurs de la Grande guerre, s'ils connaissent de fortes luttes de classe -avec d'ailleurs la défaite de la grève des cheminots français en 1920- n'ont pas connu de crise révolutionnaire au lendemain de 14-18, si l'on entend par là une situation dans laquelle la question du pouvoir, de quelle classe a le pouvoir, est ouvertement posée.

Or, la Grande-Bretagne connaît une telle crise en 1926. Ce fait est donc extrêmement important, et il faut d'autant plus le souligner qu'en France et sur le continent, la sous-estimation des processus insulaires -et anglo-saxons- n'a d'égale que la mauvaise compréhension des processus continentaux dans le monde anglo-saxon.

D'une part, nous avons dans cette période cet élargissement de l'arène de la lutte révolutionnaire à la Grande-Bretagne, puis dans les années trente aux États-Unis. D'autre part, les pays dominés par l'impérialisme, dans lesquels il n'y avait pas eu de révolution "bourgeoise", pays coloniaux et semi-coloniaux, entrent eux aussi dans la danse de manière

décisive avec la Chine. Avec la Chine, c'est aussi pour la première fois l'une des plus grandes civilisations non-européennes qui vient frapper à la porte du processus révolutionnaire mondial une fois le monde dominé par l'impérialisme. Cet élargissement dans ces deux directions, celle, ancienne, du monde industriel anglo-saxon, et celle, nouvelle, de la Chine et des mondes coloniaux, montre qu'une victoire révolutionnaire européenne, c'est-à-dire allemande, en 1923, aurait eu une suite mondiale. Inversement, le blocage de la révolution en Europe et le stalinisme vont peser négativement sur l'élargissement mondial de la révolution et prolonger le cycle des défaites dans une sphère élargie au monde.

Ajoutons que dans ce cadre, la France, pays classique des révolutions au XIX^e siècle, si elle a certes juin 36, est relativement "calme". Les caractéristiques de l'Europe médiane et orientale -le développement de la révolution à partir de la question de l'État en raison du développement inégal et combiné, ou révolution permanente- et celles des pays anglo-saxons -le développement linéaire de la lutte économique à la lutte politique sans que la question de la forme de l'État n'interfère- se rencontrent toutes deux en France -ou disons que cette rencontre s'y amorce dans les années trente. En fait, la question de l'État; « oubliée » depuis le XIX^e siècle, revient en France, signe de décadence bourgeoise car, avec la III^e République et surtout depuis la séparation des églises et de l'État en 1905, elle passait ici pour résolue. La République bourgeoise parlementaire va s'avérer ici non viable ; faute de victoire de la classe ouvrière réalisant la République sociale, cela va donner 1940.

Parallèlement, un pays radicalement occidental, mais dont les conditions sociales ressemblaient étrangement à celles de la Russie tsariste (question agraire, question nationale, question laïque ...) du fait du blocage ancien de son développement bourgeois dans l'histoire européenne, l'Espagne, va se trouver à son tour propulsé aux avant-poste et va connaître la plus grande révolution de cette période avec la révolution russe.

C'est dire que le développement que nous avons connu, en forme de chaîne de défaites, n'était pas fatal et qu'à plusieurs reprises, la chaîne aurait pu être brisée. Le mouvement alors ascendant du stalinisme a joué le rôle clef pour l'interdire.

Grande-Bretagne, 1926.

Savoir si la grève générale britannique de 1926 fut ou non une "crise révolutionnaire" ou "pré-révolutionnaire" est une question abstraite. Elle n'a pas le visage des crises révolutionnaires du continent car nous n'avons pas de conseils ouvriers et de détachements armés. Pour autant, la classe dominante considère cette épreuve comme une guerre civile et appelle à la guerre civile, à la formation de gardes civiques, d'équipes de jaunes recrutés dans la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, avec tout le poids de l'appareil d'État et de sa propre mobilisation de classe. Dans le camp de ceux d'en bas, 1926 est majoritairement perçu comme le début de la construction d'un nouveau pouvoir, mais cela de manière très naturelle : les syndicats et les structures *ad hoc* nombreuses qui quadrillent les régions industrielles et minières, avec les municipalités ouvrières, exercent de fait le pouvoir, l'administration, gèrent les besoins fondamentaux pendant plusieurs semaines. L'idée d'un pouvoir étatique ouvrier assis sur les syndicats est reprise jusque par Zinoviev, à Moscou. Seuls les chefs syndicaux et travaillistes n'envisagent à aucun moment quelque prise du pouvoir que ce soit et font tout pour éviter l'affrontement, ne parvenant qu'à organiser la défaite.

L'extrême importance du 1926 britannique pour la stratégie révolutionnaire tient en ceci que là, la question de la forme de l'État et des héritages du passé n'est pas centrale, que c'est le développement naturel de la lutte des classes sur des revendications économiques qui pose la confrontation classe contre classe et conduit à la question de l'État -de qui a la force. La revendication -*Not a penny of the pay, not a second of the day*- totalement économique, devient directement politique (ce slogan est d'ailleurs admirable, car il résume toute la lutte « économique », sur le salaire, sur le temps de travail, pour gagner plus en travaillant moins longtemps, de la classe ouvrière : il est donc, forcément, très *politique*). Ce

sont là, si l'on veut, des prodromes pour une révolution prolétarienne beaucoup plus "pure" que tout ce que l'on a vu auparavant, dont la Russie bien sûr. L'économie qu'est la lutte des classes se concentre et devient de la politique, comme Marx l'avait exposé à la fin de *Misère de la philosophie*, en 1846, résumant justement ce qu'il avait appris des grèves anglaises et du chartisme anglais :

"La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêt. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance -coalition. Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de la résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient pour eux plus important que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie du salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. Dans cette lutte -véritable guerre civile- se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point là, l'association prend un caractère politique.

Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans cette lutte (...) cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique."

Ceci étant souligné, précisons qu'il ne faut pas pour autant en conclure que la marche à la grève générale n'a pas intégré des expériences politiques décisives : la guerre de 14-18 et le début du déclin de l'impérialisme britannique ; les échos, tout de même, de la révolution russe ; et le bref passage au pouvoir par la voie électorale du Labour en 1924 qui avait été une grande démonstration d'impuissance.

Le stalinisme en formation ne joue pas de rôle significatif sur le terrain dans la défaite -le PC britannique est petit. Il joue par contre un rôle déterminant en ce que les leçons de la défaite ne seront pas tirées.

Dans une certaine mesure, il était inévitable que la première levée en masse de toute la classe ouvrière britannique -la grande majorité de la population- débouche sur une défaite compte tenu que les dirigeants travaillistes et syndicaux n'avaient rien de révolutionnaires (et cela, d'ailleurs, honnêtement, pour la plupart : ce ne sont pas des "traîtres" car ils jouent leur rôle naturel et se révèlent simplement inadaptés aux nouvelles conditions historiques en train de s'imposer).

Mais cette défaite, si elle est lourde, n'est pas sanglante. Ce n'est pas la répression de la Commune. Un relèvement était possible, à condition de tirer les leçons de l'événement. C'est là que le soutien communiste aux chefs syndicalistes de gauche, dont l'attitude générale n'a pas été fondamentalement différente de celle des chefs travaillistes, soutien a-critique alternant par la suite avec l'auto proclamation d'un PC sectaire, a bloqué l'évolution, de l'intérieur du travaillisme et du syndicalisme, de forces allant jusqu'à tirer des conclusions claires pour la préparation du prochain affrontement. A savoir des conclusions qui reprennent les acquis positifs des luttes anciennes et de la lutte de 1926 -la construction par l'organisation de larges masses de grèves de masse, le rôle des syndicats, des délégués d'atelier, des municipalités- en les développant en une stratégie de lutte pour le pouvoir -la grève générale, l'armement des grévistes, l'utilisation des positions syndicales et électorales comme des bases d'appui pour la guerre de classe.

Ce qui est frappant en effet, dans toutes les grandes luttes de la classe ouvrière britannique de 1926 à 1984, c'est qu'elles répètent sans les enrichir les épisodes d'un 1926 qui reprendrait. On en reste au schéma de la grande grève économique, appuyé presque toujours sur les mineurs, ou les cheminots, ou les dockers, ou une association de ces catégories, qui ne parvient jamais à se généraliser malgré sa très grande puissance car jamais la question du pouvoir n'est saisie comme étant l'affaire dont doivent s'emparer ces mouvements.

Par contre, la bourgeoisie a appris, et les chefs travaillistes, s'ils n'étaient pas des "traîtres", en tant que réformistes sincères, au départ, se sont transformés peu à peu. Par dessus la périodisation que je suis ici, cela mène à la défaite de la grève des mineurs de 1984, à partir de laquelle la répétition du schéma traditionnel des grandes luttes de classe en Grande-Bretagne n'est plus possible. Dans ce piétinement, le contexte international et donc le poids du stalinisme, a joué le rôle décisif pour empêcher l'auto développement révolutionnaire de la conscience de secteurs du prolétariat combatif britannique.

L'on pourrait résumer les choses ainsi : l'auto développement relativement autonome de la lutte des classes dans ce pays, berceau du capitalisme en tant que mode de production, atteint son apogée et touche donc son plafond en 1926 : à partir de là, pour continuer, il a besoin de s'intégrer à une stratégie révolutionnaire internationale lui ouvrant le chemin du pouvoir dans son propre pays, et c'est précisément là ce dont le stalinisme le prive.

La tragédie de la révolution chinoise.

Un autre front ouvre quant à lui une perspective réellement nouvelle, par rapport à l'avant-1914, de développement de la révolution : l'Asie. Depuis 1917 les bolcheviks avaient considéré l'Asie tantôt comme le complément, tantôt comme l'alternative, à la révolution allemande. Or, c'est cette fois-ci la puissance soviétique, les intérêts étatiques de sa bureaucratie, qui vont provoquer l'une des défaites décisives du siècle, celle de la révolution chinoise en 1927.

L'irruption de la Chine comme pays susceptible d'entrer dans la voie des révolutions socialistes née en Occident est en soi une nouveauté radicale. Deux phénomènes s'y produisent en effet, amorcés avant 1914 mais atteignant un degré supérieur dans les années vingt : un début d'industrialisation rapide, concentré sur la côte (Shanghai, Canton), qui accouche d'un prolétariat industriel, et une crise de décomposition de l'État impérial, inadapté, assujéti par des impérialismes rivaux. La bourgeoisie chinoise existe, elle n'arrive pas à sortir de cette crise. Une intelligentsia en pleine formation, rompant avec la tradition confucéenne, avale avidement les idées libérales et démocratiques avant 1914, socialistes et marxistes après 1917. Et l'État soviétique épaula les premiers pas du jeune parti communiste, fondé par un grand intellectuel, modernisateur de l'orthographe et introducteur des idées modernes, Chen Duxiu.

Les conditions objectives sont réunies pour une révolution démocratique radicale, qui unifierait le pays sous la conduite d'un mouvement communiste allié aux paysans et à l'intelligentsia, la révolution russe et l'existence de l'URSS ayant été de grands accélérateurs "subjectifs" de ce développement.

Une révolution démocratique radicale en Chine, alliée à l'URSS, s'engageant dans la voie de mesures socialistes en expropriant les impérialistes étrangers et les capitalistes chinois, produirait des phénomènes similaires en Indochine, en Inde et en Indonésie, frappant au cœur les empires coloniaux français, britannique et néerlandais et favorisant ainsi les conditions d'une nouvelle montée ouvrière en Europe, et vraisemblablement au Japon.

La portée d'une révolution chinoise serait à l'échelle de l'histoire de la culture humaine bien plus considérable encore : elle permettrait la rencontre et le dialogue effectifs de la culture européenne-occidentale et d'une tradition aussi ancienne, différente et autonome, et

partant ouvrirait la possibilité d'une mise en commun du patrimoine humain *qui ne soit pas* l'acculturation de l'humanité entière par les normes marchandes de l'Occident capitaliste. Un tel destin serait en outre la seule issue possible au développement réel des tendances universalistes des cultures occidentales, elles-mêmes menacées par la marchandisation qui en est née.

Ainsi, avec la révolution chinoise, la révolution prolétarienne comme perspective se présente enfin réellement *mondiale* et, au fond, réellement *humaine*.

Mais cette révolution chinoise commence par un terrible échec. Classique, dira-t-on, sauf qu'ici tout l'héritage politique des bolcheviks permettait en lui-même, même sur la base schématique d'un parallèle simple avec la Russie tsariste (parallèle qui ignorait pourtant les particularités de la paysannerie et le plus clair de la culture chinoise), d'éviter cela et au contraire de mettre en branle le cycle historique que nous venons d'évoquer.

Moscou, la bureaucratie alors dirigée par Staline et Boukharine, imposèrent au jeune PC chinois une politique qui conduisit au désastre : Chang Kaïchek, chef des armées du Guomindang, le grand parti nationaliste bourgeois chinois, "membre honoraire" de l'exécutif de l'Internationale communiste, massacra les communistes de Shanghai qui lui avaient ouvert la ville après y avoir vaincu la bourgeoisie par leur grève générale et leurs milices armées. Pire, l'Internationale communiste et le PC chinois n'y voyant que "trahison" et non la logique profonde des intérêts sociaux que cet ancien courtier de la Bourse de Shanghai représentait, reproduisirent la même politique avec son adversaire "de gauche" Wang Jingwei (qui finira néo-nazi), puis avec un seigneur de la guerre, le "général chrétien" Feng Hiüsiang.

Les raisons de cette politique sont cohérentes avec le « socialisme dans un seul pays » : la bureaucratie russe est opposée à une révolution socialiste en Chine et veut un allié nationaliste bourgeois -résultat : elle n'aura ni l'un ni l'autre.

Pour comble, Moscou et le PCC firent un virage à 180° vers la gauche en août 1927, alors que la défaite était consommée. Le soulèvement de Nanchang (date officielle de naissance de l'Armée rouge), le "soulèvement de la Moisson d'Automne", l'équipée en Chine du Sud de deux généraux Guomindang rebelles, Ho Long et Ye Ting, et surtout la Commune de Canton, littéralement "convoquée" par les bureaucrates pour l'ouverture du congrès du PCUS dans le but d'y interdire les critiques de l'Opposition sur la politique suivie en Chine, furent autant de nouvelles catastrophes sanglantes.

L'avant-garde ouvrière et une grande partie de la classe ouvrière elle-même était massacrée, parfois dans des chaudières de locomotives, proche anticipation d'Auschwitz connue par le roman d'André Malraux (qui n'y était pas !), *La Condition humaine*.

C'est suite à l'"insurrection de la Moisson d'Automne" que Mao Zedong doit fuir dans les montagnes avec quelques centaines de partisans. Comme des travaux récents l'ont montré, ce ne sera pas une armée de paysans originaires de la région qu'ils occupent, mais bien une troupe de desperados déclassés (Hu Chi Hsi, *L'Armée rouge et l'ascension de Mao*). Personne ne se soucie beaucoup d'eux au début, Mao est d'ailleurs exclu de toutes les instances de direction du parti, en disgrâce complète vu de Moscou, ce qui au fond durera toujours. La conviction qui le porte sur la "*possibilité du pouvoir rouge en Chine*", dans des "*bases rouges*" créées par l'Armée, rouge elle aussi, ne procède pas du gauchisme bureaucratique qui poussa aux insurrections manquées de la seconde moitié de l'année 1927, mais d'une appréciation réaliste du degré exceptionnel de décomposition de l'État en Chine.

Cette armée est dirigée par un appareil installé au dessus du peuple, une direction composée d'apparatchiks, d'ouvriers ayant fui la répression, d'intellectuels, d'anciens officiers voire généraux, qui dominent un noyau militaire fiable composé de déclassés formés politiquement, et une masse de soldats et de miliciens plus élastique qui, elle, est recrutée dans la paysannerie locale (et est abandonné lorsque l'appareil s'en va, en 1934, pour la « longue marche »). Cet appareil là s'appuie sur les armées rouges et pas sur le Kremlin. D'où un conflit permanent entre les deux, conflit qui n'est pourtant pas avoué, et dont la

recherche historique n'a pas fini de découvrir l'extrême violence, les milliers de morts qu'il entraîne, de part et d'autre, dès le début des années trente. Cette lutte interne, qui implique des groupes militaires et des couches sociales diverses dans la population des "bases rouges", aboutit à la "conférence de Zunyi", sorte de coup d'État militaire interne, à une date incertaine de janvier 1935, à la prise de pouvoir de Mao dans le PCC, cas unique d'une fraction d'origine non stalinienne prenant la direction d'un PC en pleine époque stalinienne.

Appelée à jouer un rôle notable dans la tragédie du XX^e siècle, la bureaucratie stalino-maoïste est ici en germe : car même si ces responsables politico-militaires se battent, ils sont des gouvernants de paysans, totalement incontrôlés, échappant à toute démocratie, ils ne sont donc en aucun cas le noyau possible d'un quelconque État ouvrier. Cette fraction d'origine révolutionnaire et non stalinienne est bureaucratique et elle est très profondément façonnée par le stalinisme, dont elle a développé et aggravé dans l'histoire certains des pires aspects. Il est donc justifié de l'appeler « stalino-maoïste », un fruit inattendu de la défaite de 1927 (et de son complément, celle des bases rouges du Jiangsi en 1934).

Domination américaine, dislocation et recomposition du marché mondial.

La révolution contenue en Europe continentale, la classe ouvrière britannique privée de la possibilité d'avancer sur la voie de sa jonction avec la révolution européenne et mondiale, et la révolution chinoise écrasée, la fin des années 20 ne sera pas pour autant le moment d'un redressement du capitalisme. Au contraire, ce nouveau bail qui lui est donné voit l'Amérique incapable de maîtriser le marché mondial et européen qu'elle a maintenant tendance à dominer entièrement. Ces contradictions s'expriment dans la crise de 1929 qui est bel et bien une faillite du capitalisme à poursuivre sa croissance et une faillite du capitalisme américain à assumer son nouveau rang mondial. Les conditions d'une nouvelle croissance et d'une stabilisation du rang mondial américain ne viendront que 15 ans plus tard après la mise de l'Europe à feu et à sang.

La forme concrète de la crise est une dislocation du marché mondial en zones économiques fermées -nord-américaine, britannique, française, les impérialismes allemand, italien et japonais étouffant dans ce cadre et étant pris de commotion militariste. L'URSS stalinienne participe en fait de ce cadre général, elle est l'une des zones économiques fermées. La Chine devient le champ d'affrontement entre la sphère d'influence japonaise et la sphère nord-américaine, les zones rouges tenues par l'appareil stalino-maoïste, qui s'étendent fortement à la fin des années trente du fait de la guerre nationale contre les Japonais, tendant à l'autarcie tout en étant aidées chichement par les Américains.

Du point de vue économique, les guerres qui courent du début des années trente (Mandchourie) à la seconde guerre mondiale dans son ensemble peuvent être lues comme le processus de reconstruction d'un marché mondial capitaliste unifié, et dominé par l'impérialisme américain : l'établissement d'une domination continentale allemande en Europe, et le processus parallèle que connaît l'explosion de l'impérialisme japonais en Asie-Pacifique, puis leur effondrement, permettent à la domination mondiale nord-américaine de s'établir de manière durable.

L'exploitation des travailleurs par la bureaucratie.

1929 est aussi l'année du grand bond en avant stalinien avec le lancement de la collectivisation, de l'industrialisation et de la planification en URSS.

Il ne s'agit pas du tout d'une marche en avant voulue et planifiée, mais d'une fuite en avant désordonnée. Le terme de "planification" a en fait ici une fonction idéologique et, d'un point de vue réaliste, n'est pas à sa place. Factuellement, l'enchaînement est le suivant : le pouvoir stalinien, confronté aux problèmes de ravitaillement des villes alors que les réseaux marchands reconstitués pendant la NEP tiennent la distribution des céréales, et encerclé de pays hostiles après le fiasco chinois qu'il a provoqué, décide de régler le problème en

s'emparant de la production céréalière, cela en poussant de force les paysans dans des kolkhozes, présentés comme des unités de production collective mais qui sont en réalité des camps de travail ruraux -le tout sous l'affichage d'un discours ultra-gauchiste et nationaliste de "construction directe du socialisme dans un seul pays". L'abattage de leurs troupeaux par les paysans et leur migration massive vers les villes, résultats de l'agression menée par l'État contre la paysannerie, entraînent une seconde fuite en avant dans l'industrialisation accélérée. La "planification" arrive en dernier lieu pour essayer -vainement- de contrôler le tout.

Ce bouleversement social, induit par la bureaucratie d'État, s'insère bien dans la période de division du monde en aires économiques fermées qui caractérise le début des années trente. Mais sa portée va plus loin : le triptyque économique, collectivisation-industrialisation (axée sur l'industrie lourde)-planification, est assorti du triptyque politique parti unique-police politique (le Guépéou puis NKVD, KGB ...)-camps -(le Goulag) et le système totalitaire -on peut cette fois-ci l'appeler ainsi- alors constitué sera reproduit en Europe centrale après 1945, en Chine au plus tard avec le terrible "grand bond en avant" maoïste de la fin des années cinquante, au Viêt-Nam du Nord à la même époque, au Sud Vietnam encore après 1975, sans oublier Cuba au début des années soixante (sous couvert du volontarisme sacrificiel préconisé par le Che ...). C'est donc un véritable système social spécifique qui s'instaure en URSS et sera reproduit dans les cas énumérés, après la fin de la NEP en 1929.

Ce système social fut pris pour le socialisme ou pour la marche vers le socialisme par la majorité des observateurs et des forces politiques du monde entier. Cette confusion (mais le mot est faible) a joué un rôle capital dans l'histoire du XX^e siècle : rien ne sera plus terrible que la découverte, un jour ou l'autre, un peu plus tôt, un peu plus tard, que le modèle est un repoussoir ; entre vivre dans un impérialisme "démocratique" et vivre dans la "patrie des travailleurs", tout travailleur normalement constitué et correctement informé choisira sans hésiter un instant la première option. Cependant ce système social n'est pas capitaliste, puisque la production n'y a pas pour fin de créer des marchandises porteuses de plus-value à réaliser sur le marché.

Par conséquent, on pouvait le prendre pour un système totalement nouveau, ou, dans la version trotskyste, pour une déformation bureaucratique de quelque chose de sain, à savoir d'une société effectivement en transition vers le socialisme. Ainsi, l'analyse trotskyste de l'URSS y verra un système globalement positif, mais menacé par son propre État bureaucratique, lequel devra donc être renversé. Cette analyse finalement retenue par Trotsky laisse de côté d'autres commentaires formulés soit par d'autres courants oppositionnels bolcheviques (les décistes en particulier), soit du sein du courant "trotskyste" (Rakovsky considère la bureaucratie comme une classe exploiteuse en 1929), soit des virtualités ou des éventualités dessinées chez Trotsky lui-même (et il ne faut pas oublier, parmi les opposants ayant tenté d'analyser le stalinisme avec leur part de vérité, la droite boukharinienne qui s'oppose vainement à la soi-disant collectivisation).

Trotsky considère toujours l'URSS comme un État ouvrier, ayant valorisé comme "ouvrières" les formes bureaucratiques-militaires prises par cet État lorsqu'il en était un dirigeant, pendant la guerre civile, lorsqu'il écrivait *Terrorisme et communisme*, et au début des années vingt, sous-estimant donc la question de la démocratie dans l'évaluation de la nature de classe d'un État. Mais si la bourgeoisie, propriétaire, n'a pas besoin par nature d'un État démocratique, la classe ouvrière **ne peut pas** en dernière analyse se passer de la démocratie pour diriger un État. A cet égard, les inquiétudes de Rosa ou de Paul Lévi dès 1918 sur la Russie étaient totalement justifiées. Pour Trotsky, le fait qu'il n'y ait pas restauration du capitalisme et que la propriété d'État et le monopole étatique du commerce extérieur se soient maintenus devient le critère suffisant pour considérer qu'il y a État ouvrier.

Une restauration capitaliste directe en URSS à la fin des années 20 aurait pris la forme d'un mélange entre une colonisation marchande et le retour des Blancs. C'était là une

éventualité difficile, aux chances de succès plus que douteuses, et la bureaucratie au pouvoir n'y trouvait pas sa place et donc s'y opposait, mais cela ne permet pas de dire qu'elle aurait préservé les "conquêtes d'Octobre".

Car en fait de viviers de bourgeoisie sur place, la paysannerie aisée, assez étroite, les milieux marchands et la pègre, privés d'un système bancaire, d'un marché des capitaux, et de contacts extérieurs légaux, étaient à la merci des choix du pouvoir central bureaucratique, et si celui-ci, pendant la NEP, s'est appuyé sur eux contre les ouvriers et contre les oppositions de gauche, lorsque l'encerclement géographique, et bientôt la formation de blocs protectionnistes étanches dans le monde entier, et la crise du ravitaillement, ont ouvert une situation de crise, il y a répondu par l'élimination physique de ces catégories sociales -au nom du "socialisme", bien entendu. Mais en éliminant ainsi -provisoirement- l'accumulation privée, la bureaucratie a imposé une accumulation plus forcenée encore que l' "accumulation primitive du capital" décrite par Marx, allant vers l'État et redistribuée en priorité vers elle-même.

C'est donc bien un système d'exploitation du travail par extraction de survaleur qui se met alors en place, confinant parfois au servage ou à l'esclavage, et généralisant un rapport aliéné de type salarial à l'immense majorité de la population. Une telle "transition au socialisme" est en réalité un analogon de capitalisme et ne constitue pas un système social historiquement progressiste par rapport au capitalisme -sans doute l'est-il par rapport à certaines relations sociales du passé tsariste et a-t'il connu des progrès considérables dans la culture, la qualification, etc., mais par rapport aux pays impérialistes d'Europe et d'Amérique ce système n'est absolument pas progressiste.

Qualifier ce système d'analogon de capitalisme écarte certaines formulations, comme « capitalisme d'État » ou « collectivisme bureaucratique ». Ce n'est pas un capitalisme : la production n'est pas effectuée en vue de réaliser une plus-value sur le marché. Ce n'est pas non plus un nouveau mode de production, distinct des précédents. C'est une formation transitoire instable à moyen terme.

Le fond du problème est que la propriété d'État, telle qu'elle est constituée non pas tant par Octobre que par le tournant de 1929, n'est pas une propriété sociale -ce qui aurait requis la démocratie- mais participe d'une même nature globale que la propriété privée capitaliste. A l'échelle de l'histoire, elle est le moyen d'une contre-révolution qui ramène au capitalisme les pays où elle sévit. La bureaucratie, d'une caste politique parasitaire, se mue, de manière progressive et non par une transition brusque, en une classe du type d'une bourgeoisie prédatrice compradore, à la fin du XX^e siècle. Le fait que l'on ne puisse pas dater le moment de cette mutation indique qu'il s'est agi d'une transition : en URSS comme en Chine les comportements d'accumulation et d'appropriation privée ne se sont pas généralisés d'un coup, par exemple lors de la fin de l'URSS en 1991, mais se sont étendus longuement et tranquillement des décennies auparavant.

Cela montre que la contre-révolution décisive, en faveur de la bourgeoisie en tant que classe internationale et contre la classe ouvrière, ne s'est pas produite ici à la fin, lors de la chute des régimes staliniens, mais au début, lors de leur mise en place avec leurs traits fondamentaux, en 1929-1930 en URSS donc, dans ce qui fut une véritable guerre civile de l'État contre la société, contre les paysans et les ouvriers, poursuivie et aggravée dans les « grandes purges » de la seconde moitié de la décennie.

Béhémoth ou le national-socialisme.

Si nous nous rappelons un instant les perspectives d'avant 1914, il est frappant de voir que la même Russie, pilier de la réaction du temps de la sainte Alliance, est en fait redevenue le pilier de la réaction, par son influence sur le mouvement ouvrier de plusieurs pays qui, pour sa bureaucratie dirigeante, n'est qu'un moyen de pression et surtout pas le moyen d'y conduire la prolétariat à la victoire ; au contraire, cela ne doit surtout pas se produire car cela ébranlerait le pouvoir de la bureaucratie et finalement, la meilleure

manière de faire pression sur la bourgeoisie de tel ou tel pays est de lui montrer comment, par l'intermédiaire d'un parti communiste, la bureaucratie stalinienne peut lui être utile ...

Dans les années d'effolement qui sont en réalité celles du premier plan quinquennal, la bureaucratie du Kremlin, isolée sur la scène internationale, impulse, depuis l'insurrection de Canton dont nous avons parlé, fin 1927, un cours ultra-gauche aux PC du monde entier et est probablement en partie sincère dans ce verbiage meurtrier. Sa conséquence fut énorme : divisant la classe ouvrière allemande face au nazisme, elle interdit le front unique ouvrier par lequel les bandes nazies auraient été écrasées, ce qui aurait ouvert la voie à la révolution. Il serait sans doute simpliste de penser que si la bureaucratie stalinienne n'a pas voulu de l'unité ouvrière en Allemagne, c'est parce qu'elle était consciente d'avoir plus à craindre d'une victoire de la révolution que d'une victoire de Hitler, d'autant qu'elle craignait assurément beaucoup, et à juste titre, Hitler et l'impérialisme allemand. Le plus probable est que dans l'ensemble, à cette date, son idéologie à la fois gauchiste et nationaliste est sincère et détermine l'orientation qu'elle impose aux partis communistes, en Allemagne notamment, y compris lorsqu'elle envisage des alliances avec les bandes nazies contre les bonzes de la social-démocratie ...

Mais ce résultat en lui-même modifie la situation. 1933 est la plus grande défaite historique de la classe ouvrière et de la démocratie.

Là encore, nous avons vu que la réaction en Allemagne était la crainte d'Engels, bien que ce soit seulement plus tard Rosa qui en a perçu la dimension possible de "barbarie", dont elle fut l'une des premières victimes. D'une certaine manière d'ailleurs, août 14 avait été un coup "à la prussienne" dans toute l'Europe contre la démocratie. Ce coup avait bien fait se lever contre lui la révolution. Mais après l'échec de celle-ci, et sous le conditionnement à la brutalité engagé en 14, les masses petites-bourgeoises -et une fraction de la classe ouvrière, surtout la jeunesse au chômage- ont pu être enrégimentées pour prendre d'assaut les organisations ouvrières, les conquêtes démocratiques et finalement les acquis même de la civilisation.

Le fascisme italien déjà, avait théorisé et chanté la brutalité et la violence, ce qui était une innovation pour la conduite d'un État -si tous les États chantent la vertu militaire, aucun n'avait encore mis le culte de la violence au cœur de son idéologie. Le nazisme allemand, avec son délire organisé autour du thème antisémite, racisme qui pourchasse l'autre non en tant qu'autre, mais en tant que semblable, va beaucoup plus loin puisqu'il organise les affects autour de relations humaines de type bestial et cannibale : les races supérieures doivent asservir les races inférieures et détruire les races mauvaises. Personne n'aurait imaginé pareille "régression" (le terme est impropre puisque c'est là une fuite en avant) trente ans avant, dans le pays le plus cultivé d'Europe et du monde -bien que ses ingrédients existaient déjà dans l'évolution de l'impérialisme et de ses pratiques coloniales et militaristes.

Le cas du nazisme montre clairement qu'un marxisme réduit à un économisme ne peut pas expliquer l'histoire du XX^e siècle. A partir des intérêts de classe en présence, se produisent, du fait du retard de la révolution prolétarienne, des phénomènes irrationnels de masse : remettre en cause le traité de Versailles et conquérir l'Europe était conforme aux intérêts du grand capital allemand, mais pour pouvoir le faire, il a fallu aussi installer un régime sans précédent, qui mette en œuvre son idéologie bestiale avec la torture de masse et les camps de la mort, le tout avec les moyens industriels et administratifs les plus perfectionnés. La défaite de la révolution n'est donc pas le retour à la situation antérieure, mais le plongeon dans la "barbarie".

Révolution en Espagne contre Front populaire.

Pire des catastrophes du XX^e siècle, la victoire nazie en Allemagne en 1933 a produit, par la peur qu'elle a suscitée, un sursaut ouvrier dans la partie occidentale du continent

européen. Après la résistance héroïque mais désespérée des ouvriers social-démocrates autrichiens, ce sont une montée révolutionnaire en France, et l'entrée dans l'arène de l'Espagne, qui sont les deux points forts de cette poussée. En même temps, elle a conduit la bureaucratie à sauter de l'autre côté du cheval par rapport à son cours gauchiste-nationaliste, et à rechercher des alliances contre l'Allemagne avec les "démocraties" (et même avec l'Italie fasciste : Togliatti tendra la main aux fascistes en 1936).

Ainsi, après avoir mis à sac le principal acquis des premières années de l'Internationale communiste, la politique de front unique ouvrier, par le gauchisme et la division des rangs ouvriers, le stalinisme invente une seconde stratégie, complémentaire de la première et conçue cette fois-ci consciemment comme alliance avec la bourgeoisie : celle des Fronts populaires. Présentés comme l'unité, il s'agit en fait de l'unité avec la bourgeoisie "démocratique" contre le fascisme, et au nom de cette unité, du refus de la révolution et de sa répression, ce qui aura pour résultat la victoire ... du fascisme.

Sans s'appesantir ici sur l'expérience française, le cas exemplaire de cette politique fut l'Espagne. Là, elle est parvenue à défaire une révolution qui, avec la révolution russe, fut le plus grand mouvement de la classe ouvrière au XX^e siècle.

Avec la Commune de Paris et la Russie des soviets, il est possible de parler pour l'Espagne en 1936-1937 de la gestation d'un, voire de plusieurs, États ouvriers, les travailleurs en armes ayant vaincu dans la plupart des régions la sédition militaire franquiste ourdie à l'ombre protectrice du Front populaire.

Cette ampleur du mouvement révolutionnaire espagnol et catalan a certes des racines historiques anciennes dans son pays. Mais elle procède aussi directement de l'expérience d'Octobre 1934, antithèse de ce qu'étaient les Fronts populaires. Les oppositions communistes, catalane et trotskyste, qui allaient à travers ce combat constituer le POUM, et d'autres petites organisations, avaient en Catalogne inauguré en 1933 la politique des *Alliances ouvrières*. Aux Asturies, en relation avec la radicalisation du parti socialiste (PSOE), cette politique avait reçu l'adhésion des principales organisations, socialistes et anarchistes, de la classe ouvrière, ce qui n'était pas le cas dans les autres régions. C'est pour cela que l'insurrection des Asturies, en octobre 1934, est déjà allé jusqu'à la formation d'une République ouvrière. Son isolement l'a fait échouer, mais c'est la direction qu'elle avait tracée qui est reprise par la masse des ouvriers et des paysans en juillet 1936 contre les franquistes, sous le mot d'ordre d' *Union des Frères Proletaires*, UHP.

Notons au passage que cette expérience, déterminante et riche d'enseignements pour aujourd'hui, car elle concrétise dans une forme concrète la politique du front unique ouvrier, montre aussi combien sont multiples les dimensions de la construction d'un parti et montre son articulation avec le combat pour l'unité ouvrière : le POUM est le fils direct des Alliances ouvrières.

Mais en même temps, Trotsky critiquait son dogmatisme et son indifférence parce qu'il refusait d'entrer dans les Jeunesses socialistes (JSE), transfigurées par un puissant mouvement de masse et un très fort virage à gauche. S'il est exact que les fondateurs du POUM ont sous-estimé les processus en cours dans le PSOE et les JSE ainsi que la capacité des stalinien à récupérer, pour le compte de la contre-révolution, la direction des JSE (Carillo), il est tout de même difficile de les accuser de dogmatisme sectaire compte tenu de leur rôle actif et initiateur dans le mouvement des Alliances ouvrières. En fait, les deux politiques -Alliances ouvrières, entrisme drapeau déployé dans les JSE et le PSOE- n'avaient pas à être contradictoires. De fait, elles l'ont été : voilà un résultat direct des inachèvements et limitations programmatiques issues de la période 1914-1923.

Après l'ouverture de la révolution, en 1936 à Madrid, la Junte de défense, qui stoppe les franquistes à l'automne 36, est rapidement militarisée et prise en main par les stalinien aidés par les livraisons d'armes et d'hommes de Moscou, qui sont faites dans le but de

contenir la révolution et de donner du poids à l'URSS dans ses relations avec les impérialismes "démocratiques".

En Aragon, les anarchistes de la colonne Durruti avaient édifié sans le dire un véritable État, soutenu par la paysannerie organisée par elle-même de manière collectiviste. C'est la colonne Lister, division armée conduite par les stalinien, qui décollectivise, rappelle les gros propriétaires pour leur rendre leurs terres, dissout les milices populaires et renvoie les femmes à leurs foyers.

Aux Asturies, de même, un véritable État ouvrier dirigé majoritairement par les socialistes, s'est mis en place ; isolé et volontairement "trahis" par les nationalistes basques, il est détruit, lui, directement par les franquistes

Mais c'est en Catalogne que l'affrontement entre révolution et contre-révolution, à l'intérieur du « camp » républicain, a été le plus explicite et a, sans doute, été tranché.

En Catalogne, le Comité des milices détient le pouvoir réel durant l'été et l'automne 36 ; mais le gouvernement de la Généralité (le Conseil de la Généralité), porteur de la "légalité" bourgeoise, d'abord fantomatique, fusionne avec le Comité des milices. Anarchistes et poumistes participent à ce gouvernement, ces derniers expliquant qu'il ne s'agit pas d'un gouvernement bourgeois, mais d'une forme institutionnalisée de double pouvoir, transitoire et précaire. Cette théorie subtile ne résiste guère aux faits car le Conseil de la Généralité est bien le pendant, durant les semaines décisives de l'automne 1936, du gouvernement central de Madrid, considéré comme bourgeois par le POUM (et auquel participe la CNT). De plus en plus forts dans le gouvernement catalan, d'où le POUM est expulsé en décembre 36, les stalinien engagent en mai 37 le clash avec les travailleurs de Barcelone.

Dans la révolution espagnole, le POUM avait avancé les mots d'ordre de dissolution du Parlement élu en janvier 36, de son remplacement par une constituante convoquée par les conseils, syndicats et milices, et de la formation d'un gouvernement ouvrier par l'unité de la CNT-FAI, des socialistes de gauche et du POUM, en expliquant que c'est ainsi seulement, en allant au socialisme, que la guerre serait gagnée et la démocratie réalisée. C'est dans le cadre de cette orientation stratégique correcte, qui combine la perspective de la prise du pouvoir à celle de la réalisation de la démocratie et le mouvement vers les soviets, qu'il a commis des erreurs récurrentes -signature du pacte électoral de Front populaire (et non participation indépendante à une coalition circonstancielle avec les partis bourgeois radicaux pour la libération des prisonniers, comme il l'aurait souhaité), puis participation au Conseil de la Généralité. Ces erreurs récurrentes posent certes des problèmes, mais ne sont pas pires que bien des erreurs des bolcheviks ; elles sont celles d'un parti révolutionnaire, non d'un parti « centriste », pour reprendre le terme alors employé dans le mouvement trotskyste et voulant dire un parti indécis entre révolution et appareils bureaucratiques (la signification fondamentale que prend alors ce terme chez Trotsky est, en fait, non-révolutionnaire ; un exemple suffit à en montrer l'absurdité dans le cas du POUM : le même critère appliqué au parti bolchevik en février-mars 1917 suffirait à le classer comme non-révolutionnaire, puis subitement transmuté en « révolutionnaire » par le retour de Lénine).

En mai 37 la prise du pouvoir par anarchistes, socialistes de gauche et poumistes aurait sans aucun doute été possible si les anarchistes l'avaient voulu, et même une prise de contrôle militaire de la Catalogne par le seul POUM et les secteurs anarchistes qu'il aurait entraînés. Mais la perspective d'une guerre civile dans l'Espagne républicaine menacée par les franquistes l'a fait reculer. Nous nous trouvons là devant un enjeu « événementiel » comparable à l'Octobre 1923 allemand : fallait-il prendre le risque ? Trotsky pensera à ce sujet que « *l'excès de prudence est plus funeste que l'imprudence* » (*Les leçons d'Espagne : dernier avertissement*, décembre 1937). On remarquera que cette formule, si elle nous dit que le POUM aurait dû « franchir le Rubicon » en mai 1937 ; nous dit aussi que cela aurait été une « imprudence » ...

Du point de vue du POUM (voir Wilebaldo Solano, *Le POUM : révolution dans la guerre d'Espagne*, 1999) cette insurrection prématurée demandait, comme avaient fait les

bolcheviks en juillet 1917, à être canalisée et contenue, pour un repli provisoire en bon ordre. Seulement, le repli fut définitif à cause d'un facteur absent de la Russie de 17, le stalinisme. Mais cette justification, respectable, pourrait plaider en faveur de l'« imprudence » : si la contre-révolution devait gagner en cas de replis alors il fallait prendre le risque d'aller de l'avant.

Après mai 37, la police stalinienne prendra le contrôle de la Catalogne et tentera, en enlevant Andreu Nin, de monter un procès de Moscou en Espagne, ce que sa résistance à la torture jusqu'à la mort empêchera.

Finalement, la destruction du pouvoir prolétarien dans l'Espagne révolutionnaire fait que l'élan des masses est brisé et que c'est l'Espagne républicaine qui est conquise par Franco, qui ne devait pas s'attendre, après le fiasco de son putsch de juillet 36, à un tel résultat.

Ce qu'il y a de merveilleux dans le mouvement des prolétariats des Espagnes, c'est qu'il combine la "rusticité" d'un pays aux conditions sociales proches, nous l'avons dit, de celles de la vieille Russie, avec des qualités "occidentales". Cela donne un sens de l'organisation, des capacités culturelles, le rôle des femmes, les tendances réelles, et non pas artificielles comme en Hongrie en 19, à la collectivisation chez les paysans, le tout à un niveau beaucoup plus fort que dans la Russie de 17.

En même temps, la particularité espagnole -développement social inégal et combiné, archaïque, et occidentalité du pays- s'exprime notamment dans le fait que la principale organisation ouvrière est la CNT anarcho-syndicaliste. La réalisation sur place de communes paysannes, en Andalousie, puis de communes ouvrières en Catalogne, et la "néigation" de l'État, était l'idéologie de cette grande organisation issue de la section bakouninienne de l'AIT. Devant l'épreuve du feu, cette idéologie empêche les anarchistes de mesurer la portée de ce qu'ils font eux-mêmes en Aragon notamment et leur interdit d'aller vers la prise du pouvoir à l'échelle nationale.

A l'échelle nationale, ainsi qu'en Catalogne (où nous avons aussi une nation), les anarchistes au contraire participent au gouvernement, font le lit de la contre-révolution stalinienne, et la société secrète bakouninienne qui entend contrôler la CNT, la FAI, joue en fait le rôle d'un appareil bureaucratique qui discipline la CNT au prix de nombreuses crises et affrontements.

Mais s'il y a une faillite politique, il n'y a pas de trahison politique de la part de l'anarchisme espagnol en tant que tel en 1936. Le phénomène que l'on a ici est au fond comparable à celui qui affecte les syndicalistes britanniques en 1926. Le respect par ces derniers des institutions de Sa Majesté peut sembler aux antipodes du déni anarchiste de l'État, il a en fait des résultats voisins et couvre la même tendance à vouloir s'organiser soi-même sans aller se mêler du pouvoir politique. D'ailleurs, ce que je dis là des anarchistes espagnols pourrait, *mutas mutandis*, se dire aussi de la majorité des socialistes caballeristes en 36, en ce qui concerne les évolutions profondes (non les manifestations politiques de surface) : c'est un mouvement ouvrier national immense, qui atteint en 36 le maximum de ce que son développement propre était capable d'accomplir, comme le mouvement ouvrier britannique en 1926. Sa capacité à prendre le pouvoir dans toute l'Espagne, donc à écarter complètement les bourgeoisies "républicaines", et donc à vaincre le franquisme, dépend des facteurs internationaux. Ceux-ci se présentent alors sous l'espèce du stalinisme et produisent la défaite.

Cette compréhension de ce que fut le développement organique du mouvement ouvrier espagnol jusqu'en 36, comme de ce que fut celui du mouvement ouvrier britannique jusqu'en 26, induit à opter, par rapport à plusieurs articles et lettres de Trotsky, à une certaine "indulgence" envers les syndicalistes anglais ou envers les anarchistes, socialistes de gauche et poumistes espagnols, dont l'orientation politique est parfois assimilée sous sa plume à celle des staliniens.

Que la participation gouvernementale ait été commise par les anarchistes, et, dans une logique d'accompagnement des anarchistes, par le POUM en Catalogne, ne les constituait

pas en "appareils contre-révolutionnaires" et n'effaçait pas leur capacité éventuelle à faire encore aller la révolution de l'avant -et cela vaut même pour la plus grande partie du courant socialiste de gauche caballeriste. Ce qui ne veut pas dire qu'ils étaient capables de conduire la révolution à son terme en dehors de l'insertion dans une stratégie internationale.

C'est le stalinisme -et pas Caballero, ni la CNT, ni le POUM- qui a à partir de la coalition gouvernementale avec la bourgeoisie, dans le cadre de sa stratégie internationale contre-révolutionnaire, celle des Fronts populaires, mené à bien la contre-révolution, laquelle a consisté, justement, dans la liquidation physique et organisationnelle des bases de l'anarchisme, du socialisme de gauche et du POUM. Les dirigeants socialistes de gauche et anarchistes ont la responsabilité d'avoir permis au staliniens de prendre l'initiative en ne s'emparant pas de tout le pouvoir en 36, et la direction du POUM d'avoir louché par rapport à leur attitude tout en se situant dans une perspective révolutionnaire.

De plus, comme l'État bourgeois à la base avait été déraciné dans la majeure partie des régions espagnoles libérées, sa reconstruction par les staliniens semble, après coup, préfigurer le type d'État qui fut implanté en Europe centrale après 1945 (« *Il ne faut pas oublier que l'Espagne a été la première « démocratie populaire » en Europe.* » déclare Carrillo à la conférence mondiale des PC, à Moscou, en 1969). C'est cet appareil étatique qui extermine les courants anarchistes restés révolutionnaires, les socialistes de gauche et les poumistes et produit ainsi -ce qui n'était pas son but- la victoire de Franco (le but poursuivi était bien d'avoir en Espagne un État contrôlé par l'appareil stalinien et par Moscou, et ce sans attenter à la propriété privée capitaliste).

Le pas de géant du Labor.

Parallèlement à cet ultime essor de la révolution européenne avant la catastrophe et à son ultime défaite, les États-Unis ont failli entrer dans la sphère des révolutions européennes et, donc, l'élargir et la modifier profondément. La crise de 1929 était l'échec, nous l'avons dit, du capitalisme américain à jouer son rôle "naturel" de maître du monde. L'énorme commotion sociale que connaît le pays, avec la plus grande vague de chômage de l'histoire, met un terme aux temps pionniers, et le fait plonger, après plusieurs années de marasme, dans de grandes luttes sociales : grèves sur le tas, occupations, affrontements armés, comités de grèves balayent la terre américaine. Cette éruption consiste, comme en Grande-Bretagne, en grandes luttes économiques, mais leur généralisation pose les questions politiques de l'avenir du pays et se fait à la suite d'une déception généralisée sur la "démocratie" américaine. Si l'on ne peut parler de crise révolutionnaire unifiée à l'échelle de la nation américaine, l'on a une montée puissante et générale qui s'incarne dans le nouveau syndicalisme d'industrie du *Central for Industrial Organisation*, le CIO, ce "pas de géant du prolétariat" (*Labor Giant Step*, Art Preis).

La signification profonde de cette vague, c'est aussi que, alors que la classe dirigeante est incapable de faire grandir les États-Unis au degré culturel et organisationnel de nouveau centre du monde, en leur faisant assimiler la culture européenne tout en la dépassant, c'est le mouvement propre de la classe ouvrière américaine qui entreprend de réaliser cette tâche nécessaire. Et cette réalisation reste tronquée et inachevée : justement parce que l'Europe, en pleine contre-révolution stalinienne et fasciste, n'offre ni perspective ni modèle à la classe ouvrière nord-américaine. C'est là au fond la raison pour laquelle le grand pas en avant du prolétariat s'arrête à la création du CIO, et ne va pas jusqu'à la formation d'une force politique, d'un parti ouvrier, prétendant au pouvoir. Mais à condition de préciser que cela ne s'est pas déroulé ainsi "naturellement" : l'intervention des staliniens, alors les plus rooseveltiens d'entre les rooseveltiens, et dont l'influence aux États-Unis n'est pas négligeable à cette époque, pèse de tout son poids, conformément à la ligne des Fronts populaires, contre la création d'un parti ouvrier par les nouveaux syndicats, contre le passage de ces « syndicalistes purs et simples » à l'action politique.

Et c'est ainsi que l'échiquier politique américain reste limité aux deux grands partis bourgeois, démocrates et républicains. Ce carcan est la manifestation superficielle d'un archaïsme plus grave : en ratant leur passage à l'âge adulte après le temps des pionniers, les États-Unis, pays le plus avancé de tous au plan des forces productives, de la science et des techniques, restent engoncés dans un primitivisme culturel et social, commencent à être la proie d'une forme de développement inégal et combiné d'un genre nouveau : non pas celle, diagnostiquée par Marx pour l'Allemagne puis par Trotsky pour la Russie, où pèsent les spectres bien vivants du passé, mais celle qui résulte des à-coups et des blocages, puis des régressions, dans le développement même d'une puissance impérialiste. Ainsi germe une "question américaine", aspect du pourrissement des conditions objectives, qui ne prendra toute sa dimension dramatique qu'au début du XXI^e siècle.

L'engagement de la seconde guerre mondiale.

La politique des Fronts populaires, antithèse du front unique ouvrier, correspondait aussi à la dernière étape, et pas la moins importante, de la contre-révolution stalinienne en URSS : celle des grandes purges, des procès de Moscou et de l'assassinat de centaines de milliers de communistes, véritable guerre civile préventive en ce sens que la finalité profonde de ces crimes, par delà la paranoïa stalinienne qui en fut le mode opératoire, était de liquider physiquement une génération de militants qui auraient été susceptible d'encadrer les masses ouvrières rendues beaucoup plus nombreuses et surexploitées par le régime du grand mensonge -des militants dont la majorité n'étaient pas seulement des victimes à l'image des malheureux accusés des procès de Moscou, mais bien encore des combattants.

Le lien entre la politique des Fronts populaires et les grandes purges passe notamment par l'anti-trotskyisme, fil conducteur de la formation du stalinisme, qui n'est pas sans analogies avec l'antisémitisme. Fronts populaires et grandes purges ont tous deux pour programme l'élimination du trotskysme, c'est-à-dire d'empêcher la révolution, et l'action du Guépéou en Espagne l'illustre évidemment on ne peut mieux ... Elle instaure une coupure, en introduisant de force, dans le mouvement ouvrier, les pires méthodes de la police et de la pègre : assassinat, torture, mensonge, trucage, falsification ... et les dirigeants des partis staliniens sont marqués définitivement, à la manière des initiés dans les mafias, par leurs actes d'assassins et de tortionnaires -ainsi des pères du « polycentrisme » et de l'« eurocommunisme », les italiens Togliatti et Longo ...

Le résultat de cette politique étant la victoire de Franco et le reflux du mouvement ouvrier français, l'Allemagne nazie s'empare, directement ou indirectement, de toutes les positions que l'impérialisme français s'était assurées en Europe centrale au moment du traité de Versailles, ce qui met à l'ordre du jour la reprise de la guerre inter-impérialiste en Europe. Si cette guerre redevient possible, c'est aussi que les défaites allemande puis espagnole privent la classe ouvrière de la capacité de l'empêcher par la révolution.

Dans ces conditions, nouveau virage de Moscou : le pacte Hitler-Staline, conçu côté Staline comme une alliance durable devant conduire à un rapprochement politique, et côté Hitler comme un marché de dupes. L'impérialisme français s'effondre en juin 40 comme un fruit mûr, sa bourgeoisie ayant cessé de pouvoir jouer un rôle indépendant sur l'arène mondiale se constitue prisonnière, pratiquement, de l'impérialisme allemand. A partir de cette date, la fausse autonomie de l'impérialisme français sera une constante : son choix politique sera l'Allemagne ou l'Amérique, voire, dans les décennies d'après-guerre, Allemagne et Amérique avec à part soi seulement des chasses gardées coloniales qui ne cesseront de se réduire.

Le pacte Hitler-Staline a ceci de commun avec les Fronts populaires, dont il est le fruit, qu'il consiste dans la recherche d'une alliance durable entre l'URSS et une puissance impérialiste. Au plan du verbiage, il renoue plus ou moins avec le gauchisme et le nationalisme des années 1928-1933. Mais pour tous les militants ouvriers du monde entier,

il représente une trahison tellement énorme qu'il condamne, en fait, l'Internationale communiste, qui n'était plus qu'une courroie de transmission, à cesser d'exister pour permettre à chaque PC de conduire des politiques nationales de plus en plus divergentes entre elles, bien que devant toujours être conformes aux intérêts d'État moscovites. La dissolution de l'Internationale communiste, acte symbolique envers une institution déjà morte en tant que telle, et remplacée par les services secrets, ne sera officialisée qu'en 1943, sans doute parce que Staline pouvait se contenter de la laisser dans l'oubli, mais que la nouvelle alliance qui prévaut alors lui a demandé cet acte symbolique.

Stratégie révolutionnaire dans la seconde guerre mondiale.

A ce moment là, il n'existe plus aucune Internationale ouvrière. Seule existe la IV^e Internationale, proclamée sur l'insistance de Trotsky en 1938 avec l'aide déterminante du Socialist Workers Party américain, Trotsky qui estima que tout pouvait être perdu à moins de constituer et d'afficher une telle organisation. Cela malgré le fait qu'elle n'avait aucun "parti de masse" dans ses rangs, loin de là, et malgré le fait que la tendance à ne pas s'opposer nettement aux Fronts populaires en raison de leur ressemblance trompeuse avec le front unique ouvrier et les critiques violentes faites à ce sujet par Trotsky lui avaient aliéné des courants proches, en particulier le POUM espagnol. La part d'auto-proclamation et de volontarisme dans le choix de l'appellation « IV^e Internationale » ne fait pas de doute ; c'est un choix stratégique. Trotsky a conscience de ce que la réalité humaine et organisationnelle de ce mouvement est loin, très loin, d'en faire un « parti mondial de la révolution socialiste », mais il pense que sans un cadre centralisé pour les cadres de la révolution, il n'y aurait aucune chance que celle-ci puisse vaincre dans la guerre prochaine.

En effet, elle n'était en rien le "Parti mondial de la révolution socialiste" qu'elle se revendiquait, et venait, en plus, d'être décapitée par l'assassinat de Trotsky et affaiblie par la scission du SWP américain, scission provoquée par la conception selon laquelle la minorité qui remettait en cause, au moment du pacte Hitler-Staline, la théorie de l'URSS État ouvrier, révélait par là même une "nature petite-bourgeoise" devant être extirpée -un fait qui prouve surtout que le sectarisme petit-bourgeois et bureaucratique, formé dans l'Internationale communiste et nourri de toutes ces conceptions anti-démocratiques que nous avons décrites, avait gravement atteint dans ses origines et ses fondements le courant trotskyste.

Les courants révolutionnaires proches d'elle, désignés par elle comme « centristes » (le POUM, le courant hollandais d'Henk Sneevliet, l'extrême gauche socialiste française ...), et les délégués polonais à la conférence de 1938, ont tous fait remarquer qu'il était prématuré de proclamer celle-ci en l'absence d'implantation de masse dans quelque pays que ce soit. Mais ces courants n'ont pas, eux non plus, construit par la suite de tels partis ni jeté les bases de courants internationaux solides. La IV^e Internationale va par contre s'installer dans la longévité, mais sous la forme de tronçons rivaux. Le volontarisme de Trotsky a donc bien imposé une création durable, mais il n'a pas atteint son objectif véritable qui était de vaincre « dans les dix ans ».

L'objet de ce texte n'est pas l'histoire du trotskysme. Mais il faut dire que, en dépit de toutes les limites et erreurs signalées, son combat fut historiquement fondamental, à titre de témoignage d'un autre possible et de passage du relais. Sans lui, nous ne serions pas là pour discuter de ces questions et de ce qu'elles nous enseignent pour la stratégie révolutionnaire aujourd'hui. La persistance des courants trotskystes, les exemples de fraternisation révolutionnaire qu'au prix de la torture et de la mort ils ont organisée pendant la guerre, mais aussi l'attitude des chefs de la bourgeoisie, plaident en faveur de la légitimité historique et du droit à l'existence de la IV^e Internationale.

L'attitude des chefs de la bourgeoisie : l'ambassadeur français Coulondre demandant à Hitler avant de quitter l'Allemagne au début de la guerre s'il ne craint pas que tout cela ne profite en fin de compte à "M. Trotsky", et Hitler lui dit que oui. Mais, quatre ans plus tard, Churchill aux Communes justifiant le 19 décembre 1944 la répression armée menée par les

militaires britanniques la main dans la main avec les officiers fascistes grecs contre les partisans communistes justifie aussi l'emploi du terme de "trotskysme" envers ces derniers : *"Je crois que "trotskysme" est une bien meilleure définition du communisme grec et de certaines autres sectes que le terme habituel. Il a l'avantage d'être également haï en Russie. (Rires prolongés)"*

En 1939, même Hitler a peur du nom de Trotsky. En 1944, les tories, vulgaires, rigolent du massacre de ceux auxquels on donne le nom de "trotskystes". C'est qu'en 1944 la bourgeoisie sait qu'elle n'a ni une Internationale, ni, nulle part, de parti "bolchevik" contre elle. Bien qu'elle ne tienne pourtant pas par ses propres forces : comme nous allons le voir le stalinisme dans la structure même de l'organisation mondiale du système des États, et la social-démocratie dans certains pays, lui sont tout à fait indispensables. En même temps, le rôle des appareils bureaucratiques et l'absence de forces révolutionnaires sont liés.

D'une certaine façon, l'absence de partis révolutionnaires est une donnée objective de la situation. C'est ce que rappelle par exemple une tendance critique du trotskysme américain, la tendance Goldman-Morrow du Socialist Workers Party, dès 1943 : alors que Lénine rangeait l'existence d'un parti révolutionnaire au nombre des critères permettant de dire s'il y avait ou non une situation révolutionnaire, expression par laquelle il entendait une situation dans laquelle la victoire révolutionnaire était possible, il faut bien considérer que l'absence d'un tel parti devient un facteur « objectif » et, en interdisant la victoire, contribue dans certains cas à ce qu'une situation ne prenne pas de caractère révolutionnaire et ne se développe que faiblement dans cette direction.

Il est impossible, scientifiquement et rigoureusement impossible, d'imputer aux seules conditions objectives cette sécurité de la bourgeoisie quand va s'achever la seconde guerre inter-impérialiste mondiale. Et dans le terme "conditions objectives", je range en l'occurrence ces conditions subjectives, mais suffisamment durables et suffisamment institutionnalisées, que sont la domination des appareils bureaucratiques, stalinien et social-démocrates, sur le mouvement ouvrier. En 1940 ces forces sont discréditées. L'impérialisme français est virtuellement liquidé -un fait sans précédent. Le continent européen livré au nazisme et au fascisme va "accéder", si l'on peut dire, au stade ultime de la brutalisation. Service du Travail Obligatoire, camps de concentration, répression féroce, privations, vont marquer la vie des plus larges masses, et des secteurs ethniques désignés, les Juifs, les Tsiganes et, en Grande Croatie, les Serbes, vont être bientôt systématiquement tués. Le massacre des Juifs, 6 millions de morts, chasse de l'histoire humaine les deux tiers du judaïsme européen. Dans toute l'Europe centrale et orientale, le *Yiddishkeit* avait été le vivier de l'essentiel de l'intelligentsia laïque, de la science et des arts, et des partis révolutionnaires du mouvement ouvrier, le parti ouvrier social-démocrate de Russie au premier rang d'entre eux. Ces crimes de masse sont une composante structurante de l'histoire et de la vie : ils hantent depuis la conscience des masses comme un cauchemar. Et ils sont une victoire politique pour l'impérialisme en général.

Les chiffres du génocide donnent la mesure de la brutalisation. Le pogrom de Kichinev (Chisinau, l'actuelle capitale de la Moldavie), en 1903, avait révolté l'Europe, inspiré le terrible poème d'Hayyim Nahman Bialik, *La ville du massacre*. Combien de morts ? Quelques dizaines -et toute cette horreur et cette indignation, parfaitement justifiées. En 1919 les bandes de Petlioura et les Blancs font des pogroms en Biélorussie. Les morts se comptent par dizaines de milliers. En 1941, les commandos SS tuent par centaines de milliers et les sommets de l'État allemand nazi programment le génocide : 6 millions de morts. Cette escalade dans les chiffres peut servir de baromètre pour "mesurer" la brutalisation et le déclin de la civilisation européenne, et de la civilisation tout court.

Mais quand les choses en sont là, la révolte gronde et c'est le désespoir, la misère et l'oppression, particulièrement l'oppression nationale généralisée, qui portent en elles des explosions en chaîne. Trotsky, quand il eut fini de s'occuper de la scission du SWP et peu de temps avant d'être assassiné, a justement produit une série de lettres et d'articles : il y

parle de "*Politique Militaire du Proletariat*" adaptée à la militarisation généralisée, il y interprète la ligne de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile d'une manière qui refuse d'être réduite au "pacifisme" ou à la proclamation que "cette guerre n'est pas la nôtre", et s'oriente vers la recherche de notre guerre, celle des travailleurs pour la destruction du fascisme et du nazisme, par dessous et contre la guerre officielle des impérialistes ; et il va jusqu'à préconiser une campagne pour une intervention américaine contre Hitler, qui dénonce Roosevelt pour sa politique impérialiste faisant le jeu de Hitler ... (lettre de Trotsky à James P. Cannon du 12 août 1940, tome 24 des *Œuvres* de Trotsky).

Nous avons là les ingrédients d'une politique que personne n'a mise en oeuvre et que la plupart des militants et courants révolutionnaires auraient tenue pour opportuniste et chauvine. Une politique qui prolongeait pourtant la stratégie révolutionnaire des bolcheviks 25 ans plus tôt.

Situons-nous en 1940 au lendemain de la débâcle française et imaginons cette politique.

Contre le fascisme et le nazisme les révolutionnaires internationalistes sont des *bellicistes*, partisans de la lutte armée. Ils accusent précisément les gouvernements bourgeois et le gouvernement de l'URSS de défaitisme contre-révolutionnaire dans la lutte antifasciste. Ils ne soutiennent donc ni la politique, ni l'armée, ni les buts de guerre de ces gouvernements qui ne sauraient en aucun cas coïncider avec les buts de guerre du prolétariat : "leur guerre n'est pas notre guerre", mais nous avons bel et bien une guerre à mener.

Par exemple, les révolutionnaires américains doivent se prononcer pour une intervention en Europe afin de vaincre Hitler et Mussolini et d'aider à la libération des peuples et aux révolutions italienne et allemande. Bien entendu ce n'est pas là l'intervention que prépare Roosevelt. D'abord il attend et laisse le temps aux deux dictateurs d'accomplir leurs crimes. Ensuite c'est dans le Pacifique qu'il s'apprête plutôt à attaquer, sur une orientation chauvine, raciste et anti-"jaunes", et pas pour aider la résistance chinoise. Enfin s'il intervient en Europe ce ne sera pas pour renverser les fascistes mais pour les aider à se recycler (cf. Darlan au Maroc, Badoglio en Italie...), ce ne sera pas pour aider le peuple allemand, mais pour l'écraser sous un tapis de bombes, alors qu'aucune mesure militaire, facile à prendre, ne sera prise pour arrêter le massacre dans les camps d'extermination pour Juifs et Tsiganes.

Qu'est-ce à dire ? Cela signifie que s'appuyer sur la volonté de combattre des masses conduit, comme toute revendication transitoire, à poser la question du pouvoir, celle d'un gouvernement ouvrier et paysan aux États-Unis (dans cet exemple), et donc, pour que ce mot d'ordre ne demeure pas une propagande "algébrique" mais soit compréhensible, celle du Labor Party américain. Si l'on veut combattre le fascisme, mais pas à la manière de Pétain ou de De Gaulle, il faut poser ces questions.

Ce programme doit être défendu dans l'armée comme à l'arrière et plus encore puisque l'armée devient le lieu principal de groupement des travailleurs. Il n'implique aucune concession à l'impérialisme et au chauvinisme, au contraire c'est lui qui permet de les combattre en les séparant du patriotisme et de la volonté de paix sains des opprimés. La recherche de la fraternisation avec le travailleur allemand ou italien sous l'uniforme est dans ce cadre une tâche indispensable.

La transformation de nations comme la France en nations opprimées renforce cette orientation, sans impliquer d'alliance avec des secteurs bourgeois. Au contraire la lutte armée, et la préparation à la lutte armée nationale et sociale pour bouter les envahisseurs fascistes, dont une des dimensions est la fraternisation contre les officiers de la Wehrmacht, doit permettre aux forces révolutionnaires du prolétariat de grouper autour d'elles la masse des travailleurs qui constituent la nation, et d'isoler la bourgeoisie qui sera d'ailleurs en majorité collaboratrice après avoir été défaitiste.

Globalement, il s'agit bien de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, de la préparation directe de la révolution et de la prise du pouvoir. La construction du parti révolutionnaire, n'étant pas une tâche à part des autres mais étant bien plutôt la clef de voûte des autres tâches, devra donc donner la première place dans les questions d'organisation à tout ce qui a trait à la lutte armée : travail dans l'armée, auto-défense et milices ouvrières, sabotage et formations armées sur le lieu de travail, groupes de partisans, auto-défense des Juifs et des groupes nationaux menacés, et finalement armement massif des plus larges masses, hommes et femmes. Répondre à la barbarie militariste par le peuple en arme.

Le peuple en armes ... La libre confédération de Républiques démocratiques indépendantes, souveraines, libérées, forme concrète de la perspective historique des États-Unis socialistes d'Europe apparaît comme le débouché politique de ce programme.

Mais les révolutionnaires en 1940, et l'on ne saurait leur en vouloir, sont le produit de l'histoire et des défaites qui ont déjà eu lieu. Ils fonctionnent sur le mode de la répétition de ce qui s'est passé la dernière fois : or, si 1940 est la suite de 1914, ce n'était évidemment pas la même chose.

Une guerre-révolution, une révolution-guerre.

Guerre-révolution, révolution-guerre : c'est à dessein que j'emploie ici, comme un autre exemple de ce contretemps permanent, les expressions de Michel Pablo, dirigeant après la seconde guerre mondiale de l'organisation qui se tenait pour "la" IV^e Internationale, issue de la non-intervention dans les processus les plus fondamentaux de la lutte des classes, malgré le courage des militants et l'intelligence des analyses, de cette IV^e Internationale fondée par Trotsky en 1938 pour qu'au contraire elle intervienne activement et œuvre à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Pablo désignait par ces termes l'espoir qu'il mettait dans la 3^e guerre mondiale, véritable guerre d'Armageddon, holocauste rédempteur qu'il appelait de ses vœux en croyant que le "camp soviétique" faisant la guerre ferait du même coup la révolution.

Cette absurdité meurtrière n'était pas propre, dans le monde de la guerre froide, à Pablo. En fait, ce genre de fantasme a toute une histoire qui continue ensuite avec les révolutions tiers-mondistes et, pour certains, s'achève dans la manipulation policière des "années de plomb" italiennes, allemandes, japonaises, autour de la fin de la décennie 70 ... Leur prototype, c'est le mythe de Stalingrad. La réalité est que les travailleurs d'URSS, sous l'uniforme ou non, ont stoppé héroïquement, et par leurs seules forces, les nazis et la Wehrmacht fin 1941. L'avance des troupes allemandes, en 1942, était à terme vouée à l'échec (Hitler et ses généraux avaient d'ailleurs remplacé l'objectif de Moscou par celui du Caucase et du pétrole du Proche-Orient). Cette avance là a été refoulée à Stalingrad en effet, au prix de la plus grande bataille du XX^e siècle, mais Stalingrad a essentiellement assumé cette fonction objective d'écraser les peuples sous le poids conjoint des deux totalitarismes. Le mythe de Stalingrad a été l'instrument du stalinisme et donc, indirectement, de la bourgeoisie. Il peut encore aujourd'hui être salutaire de le combattre, et de renouer avec les mythes héroïques légitimes des peuples et des travailleurs, et non pas des « forces matérielles et techniques qui combattent l'impérialisme » (comme disait Pablo pour qui les peuples n'étaient qu'un adjuvant de ces « forces »), en lisant les deux romans, l'un allemand, l'autre russe, nés de cette bataille, *Stalingrad* de Theodor Plievier et *Vie et destin* de Vassili Grosman.

L'une des sources historiques de ces fantasmes militaro-bureaucratiques, dans l'inconscient collectif historique, et cela de façon certaine dans le cas de Pablo, vient de ce que dans la seconde guerre mondiale, les uns, engagés dans la guerre anti-fasciste, se sont retrouvés dans la guerre tout court, sans révolution, alors que d'autres, attendant la révolution, ne l'ont pas vu à temps déguisée et cachée dans la guerre antifasciste

-notamment parce qu'ils avaient appris que la libération nationale et le triomphe des libertés démocratiques ne sont pas les objectifs de la révolution, ce qui est une sombre stupidité ...

La seconde guerre mondiale s'est donc développée en guerre à l'échelle, non de l'Europe, mais de continents entiers. La question européenne avait été "réglée" par Hitler et Staline (en renvoyant la Grande-Bretagne dans sa sphère atlantique). Mais ce règlement posait la question de la domination mondiale. Le choc avec l'Amérique étant inévitable, l'Asie et le Proche-Orient devaient être accaparés par l'impérialisme allemand. Ce qui, au fond, rend l'invasion de l'URSS en juin 1941, *Barbarossa*, logique : une satellisation ou une semi-colonisation de l'URSS stalinienne par l'Allemagne nazie aurait pris beaucoup plus de temps, et l'Allemagne n'avait pas ce temps. La folie hitlérienne, au grand désespoir des chefs militaires, rejoignait donc la logique profonde de la guerre impérialiste pour le monde.

Si l'on considère que l'URSS n'était pas un État ouvrier, mais un État bureaucratique au service de la bourgeoisie en tant que classe mondiale, alors la défense de l'État ouvrier ou des conquêtes d'Octobre ne tient plus comme ligne politique devant une agression étrangère -bien que certaines conquêtes sociales liées à Octobre puissent malgré tout exister dans le cadre de cet État qui n'est pas ouvrier, mais cela ne change pas fondamentalement le problème. Mais cela n'enlève rien à la valeur élémentaire de la défense de l'URSS, ou, disons, des peuples de l'URSS, contre la barbarie nazie. Défense qui fut d'ailleurs, c'est le moins que l'on puisse dire, fort mal assumée par le régime dans les premiers mois de la guerre -et l'on sait aujourd'hui que c'est par *millions* que les membres de la bureaucratie ont collaboré, et que la répression stalinienne contre ces collaborateurs fut, après la guerre, la moins dure de toutes les répressions staliniennes ... Comme il est vrai, inversement, que les souvenirs d'Octobre interviennent dans la défense héroïque de Moscou, Leningrad et Rostov contre la Wehrmacht. Si la Wehrmacht n'a pas pris Moscou en décembre 1941, ce fut une affaire de quelques jours. La résistance des masses, les retards pris dans les Balkans, ont donc sauvé l'URSS.

Il est cependant impossible de dire si c'est cela qui a sauvé l'URSS, ou bien si c'est l'aide impérialiste américaine et britannique, qui fut immédiate, et qui pris non moins immédiatement la forme d'une coopération contre-révolutionnaire -dans le partage de l'Iran en zones d'influence, ce qui, on en conviendra, avait peu à voir avec la défense des conquêtes d'Octobre contre Hitler ! L'évènementiel ici passe devant l'analyse et ne permet pas de trancher. Le point qui ne fait aucun doute est le suivant : si c'est la bureaucratie stalinienne qui tirera le bénéfice politique de la défaite finale de l'impérialisme allemand, cela avec l'aval des anglo-américains, ce sont les masses qui ont l'ont réellement combattu. Une situation de soulèvement généralisé aurait régné au cas où la Wehrmacht avait pris Moscou, version amplifiée de ce qui s'est effectivement produit dans toute l'Europe occupée du Finistère aux portes de Moscou.

A savoir : une vague d'insurrections nationales et sociales, engageant la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette vague commence avant l'invasion de l'URSS, avec la grève des mineurs du Nord-Pas-de-Calais comme signe avant-coureur, et d'abord en Grèce, avec la formation des maquis de l'ELAS à partir de l'initiative des combattants conduits par un militant communiste non contrôlé par la direction, Thanasis Klaras dit Aris Velouchiotis. A l'automne 1941 elle gagne l'ensemble des Balkans et donne aux PC yougoslave et albanais une assise autre que l'appareil du Kremlin, celle d'armées à base paysanne -une situation exceptionnelle que nous avons déjà vu se produire en Chine, qui porte en elle la possibilité d'initiatives révolutionnaires non voulues par Moscou, mais qui, tenues par un appareil incontrôlé, ne peut pas plus que l'appareil stalino-maoïste être le germe d'un quelconque "État ouvrier" qui ne saurait que reposer sur la libre élection des délégués mandatés et révocables.

Situation exceptionnelle ? La situation grecque et la situation albano-yougoslave sont tendanciellement présentes dans toute l'Europe. Les appareils staliniens ont été en partie emportés là où ils n'auraient pas voulu aller dans les pays balkaniques, mais dans

l'ensemble ils ont été les encadreurs efficaces, empêchant les "débordements" de ces mouvements. Précisons que si le phénomène des maquis en est une dimension incontournable, ils sont loin de s'y réduire.

En même temps que la question européenne devient, au plan interne, l'enjeu d'une sorte de course de vitesse entre la barbarie nazie et les insurrections nationales et sociales -la révolution socialiste-, la guerre devient affrontement planétaire pour cette Europe entre les impérialismes américain et allemand. La situation de 1914-1918 est reproduite à une plus grande échelle : à l'alternative de la sortie de la barbarie par la révolution, s'oppose l'alternative de la sortie de la barbarie par la domination du capitalisme nord-américain, mais à condition de préciser que cette domination repose sur une alliance, un contrat, passé avec la bureaucratie stalinienne. Tel est le résultat final de la guerre pour l'Europe et par là pour le monde ; naturellement, les choses se sont construites de manière beaucoup plus empirique, le projet initial des Américains ayant été de s'appuyer sur des Darlan, des Giraud et des Badoglio (et sur Franco, ce qui fut le cas), mais ayant dû être révisé en cours de route.

Europe et Asie.

La mise en place de la domination mondiale de l'impérialisme américain dans des formes cette fois-ci stables, ne risquant plus l'effondrement comme en 1929, la réunification des morceaux disloqués du marché mondial, a reposé nécessairement à la fois sur l'Europe et sur l'Asie. La conquête japonaise en Asie-Pacifique était sans doute plus instable encore que la conquête allemande de l'Europe. Elle cassait les empires coloniaux européens et leur substituait une domination brutale nourrissant un rejet rapide. Elle favorisait en Chine une résistance nationale plus incarnée par les territoires tenus par l'appareil stalino-maoïste que par ceux tenus par Chang Kaïshek. En Inde, c'est l'appel de Gandhi -"*Quittez l'Inde*"- qui lance la lutte d'août 1942, soulèvement général immédiatement renié par le même Gandhi. Comme en Chine en 1927, c'est le spectre de la révolution qui frappe alors en Inde.

Il vaut le coup d'en dire ici quelques mots, car ces faits sont généralement inconnus chez nous. La Lutte d'août est en effet à la fois une défaite et un point de départ. C'est le point de départ de la lutte finale qui va imposer l'indépendance de l'Inde, et infliger à l'impérialisme britannique sa plus grande défaite. Mais c'est une défaite car, d'une part, les staliniens sur une ligne d' "union nationale antifasciste" avec les colons réussissent à maintenir le prolétariat industriel hors de la lutte, et que d'autre part la répression contre un mouvement qui va se perdre dans une infinité de guérillas est terrible. La famine artificielle du Bengale, voulue par les autorités coloniales pour déstructurer les sociétés et décourager les populations, aurait fait 6 millions de morts : nous sommes là dans des chiffres dignes des nazis ou de Staline en Ukraine, à ceci près que la mémoire en est occultée -tant il est vrai que l'histoire, la vérité est, toujours, un enjeu. C'est cette situation qui, combinée à la poursuite de la montée du mouvement national, va donner un espace croissant aux vieilles forces communalistes, partiellement renouvelée dans un sens fascisant, et instrumentalisées par l'impérialisme pour que l'indépendance, inévitable, soit neutralisée dans le sang quant à sa charge révolutionnaire.

En Europe, la "libération" de la Grèce par les forces britanniques doit s'écrire avec des guillemets : l'impérialisme poursuit la guerre contre les partisans de la Montagne et les travailleurs d'Athènes. Mais en Italie, la Libération par les forces américaines permet de mettre en œuvre une collaboration politique exemplaire avec le dirigeant stalinien retour de Moscou, Palmiro Togliatti, pour préserver le capitalisme et l'État. Situation similaire, *mutas mutandis*, en France et en Belgique. Cependant, il serait totalement insuffisant de considérer que c'est en somme cette réédition de la politique des "Fronts populaires", dans le cadre des accords de Yalta, au plan de chaque pays, qui aurait en tant que telle permis la préservation de l'ordre bourgeois en Europe et, dans le cas de la Grèce, reconduit un régime de dictature

militaire, mais ailleurs à l'Ouest, permis une transition vers des "démocraties" parlementaire de la même manière que la République de Weimar avait succédé à l'Empire allemand en 1918-1919, avec le même appareil État. Ce n'est en effet pas à une addition d'épisodes nationaux que nous avons affaire, mais à une guerre impérialiste devenant tendanciellement guerre civile, dans un processus continu, à l'échelle d'un continent entier : la guerre impérialiste a finalement eu raison de la révolution.

Pour cela le débarquement anglo-américain est effectivement associé à des combinaisons politiques de type Front populaire-union nationale en France, Italie, Belgique. Mais cette situation est de loin la meilleure, relativement, que la classe ouvrière et les droits démocratiques aient eu sur le continent. Elle porte en elle la remise en selle des vieux impérialismes européens. Si cela est possible, c'est seulement parce que cela se combine à deux autres situations bien plus terribles.

L'Allemagne, d'abord. L'Allemagne garde Hitler au pouvoir jusqu'au bout : le coup d'État d'août 44 est un échec et la politique des bombardements de terreur au nom de la "responsabilité collective" du peuple allemand fait le jeu de Hitler. Ainsi seulement est rendue possible la dernière phase de la guerre, celle de la double invasion de l'Allemagne - l'un des grands crimes impérialistes du XX^e siècle, rendu possible et justifié par le combat contre la nazisme alors qu'à aucun moment, la stratégie alliée et les bombardements n'ont visé à arrêter le seul secteur de la machine nazie qui a fonctionné jusqu'au bout : la machine du génocide. Dans ce crime, la part de l'Armée "rouge" est prépondérante. Une seule indication suffit à en donner le caractère : la majeure partie de la population féminine est violée. Les Allemands de Prusse orientale, de Poméranie, de Silésie, des Sudètes sont tués ou expulsés : ce crime contre la culture européenne complète très précisément le crime nazi contre les Juifs en effaçant de la géographie cette germanité orientale, qui était loin de se réduire aux hobereaux prussiens. Interdire que le nazisme, accélérateur des révolutions dans toute l'Europe, finisse dans le réveil de la révolution allemande. Punir une seconde fois le prolétariat allemand d'avoir été le cœur vivant de toute stratégie mondiale de la révolution jusqu'en 1933. Ajouter les bombes incendiaires de Dresde aux victimes de Dachau. Tel fut le programme accompli alors.

L'Europe orientale, ensuite. À l'exception remarquable de la Yougoslavie et de l'Albanie, tous les autres pays sont occupés par l'Armée "rouge" qui, sans modifier les rapports de production, les soumet à une mise à sac en règle. Les conseils ouvriers ou les milices populaires qui l'avaient accueillie avec parfois des illusions, du moins dans les pays "libérés" et non "occupés" (mais pas en Pologne !), sont liquidés. L'URSS s'est dotée d'un glacis militaire où l'État stalinien, ses "services", contrôlent toute la vie sociale dès 1945 et imposent une oppression nationale aiguë, bien que relativisée au début par les effets des réformes agraires et le dévouement contre les Allemands.

Si l'on considère l'ensemble de ces trois situations avec un recul continental - Libération relativement "démocratique" à l'Ouest, Apocalypse en Allemagne, oppression nationale bureaucratique à l'Est, cas particulier de la Yougoslavie et de l'Albanie, incorporées initialement à "l'Est", et de la Grèce, dictature militaire comme les régimes espagnol et portugais sauvés contre tout espoir - ce qui les résume est le fait de la déchirure. Déchirure de l'Europe, bientôt lacérée de lignes de démarcations électrifiées, déchirure de son cœur allemand. Une Europe dans laquelle le génocide antisémite a largement abouti, et dont les différents secteurs sont placés, contre tous les besoins économiques et culturels fondamentaux, dans des zones d'occupation différentes : la réunification du marché impérialiste mondial s'est faite en déchirant son premier foyer, l'Europe.

L'effondrement de l'impérialisme japonais était tout aussi inévitable que celui de l'impérialisme allemand. La décision américaine de faire Hiroshima et Nagasaki a été longtemps "justifiée" par le fait que le Japon aurait combattu jusqu'au dernier homme. Il semble bien que cela soit une légende - comme l'indique *a contrario* la facilité de la capitulation et du réaligement de l'appareil État dans la collaboration avec les forces

américaines. Dans ces conditions il ne reste que le danger révolutionnaire pour expliquer la volonté acharnée des États-Unis d'en finir au plus vite par n'importe quel moyen. L'effondrement des armées japonaises en Chine, en Indochine, en Corée, aux Philippines et en Indonésie ouvrait en effet un vide très dangereux pour tous les impérialismes. Le révèle justement la fréquence des comités populaires tendant à des situations de double pouvoir qui s'ouvre dans les pays occupés par le Japon lors de sa capitulation. C'est à Saïgon que cela va le plus loin. En août-septembre 1945, les deux organisations trotskystes vietnamiennes, ayant une influence de masse et dirigeant le prolétariat saïgonnais, sont, face au Viet-Minh structuré par les staliniens, investis par les forces bourgeoises du rôle de sauveur et qui va ouvrir la voie à la tentative de recolonisation française, sont confrontées en quelques semaines à des questions tout à fait comparables à celles auxquels se sont confrontés, en 1917, les bolcheviks et ceux qui, comme Trotsky, les ont rejoint, puis entre 1918 et 1923 les courants du communisme allemand, ou encore en Espagne en 1936-1937 les anarchistes, socialistes de gauche et poumistes. Avant d'être massacrés.

La révolution vietnamienne d'août-septembre 1945, tuée dans l'œuf, laisse le champ à un autre type de situation, beaucoup plus éloigné de la révolution prolétarienne et de la démocratie. On ne le sait pas encore mais ici aussi, la guerre des blocs, des camps géopolitiques va s'installer pour très longtemps. Or, cette révolution vietnamienne qui a eu pour héros principaux, entre quelques combattants bouddhistes millénaristes et quelques nationalistes sincères, des trotskystes, pourrait être étudiée parallèlement aux révolution russe en 1917, allemande en 1918-1923, espagnole en 1936-1937, tant les situations et les questions posées sont proches. Dans tous ces cas, nous avons des noyaux de révolutionnaires, plus ou moins importants mais ayant à chaque fois une influence de masse, qui sont confrontés à l'emprise sur leur classe de dirigeants alliés à la bourgeoisie et qui cherchent la méthode pour entraîner leur classe, pour réaliser une scission qui soit en réalité la réunification de la classe et lui ouvre la voie de la prise du pouvoir. Russie, Allemagne, Espagne, Viêt-Nam : ce sont là les grandes révolutions classiques européennes. Ajoutons le Viêt-Nam à cette liste des révolutions « européennes » ! Par lui, nous pouvons clore cette seconde époque.